

Procedure bij ondernemingen met vakbondsafvaardiging

Art. 10. Is er een vakbondsafvaardiging, dan kan een arbeidsregeling met nachtprestaties enkel maar worden ingevoerd mits er tussen de werkgever en alle organisaties die in deze vakbondsafvaardiging vertegenwoordigd zijn, een collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en paritaire comités.

Procedure bij ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging

Art. 11. a. Het Paritair Subcomité voor de metaalhandel controleert of er voldaan wordt aan de voorwaarden van de huidige overeenkomst.

b. In de ondernemingen waar geen vakbondsafvaardiging bestaat worden de resultaten van besprekingen met de werklieden zoals voorzien in artikel 9 ter goedkeuring van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel (PSC 149.04) voorgelegd. Ingeval van eenparig advies van het betrokken paritair subcomité wordt het regime automatisch ingeschreven in het arbeidsreglement.

c. De voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel stelt de onderneming hiervan in kennis.

HOOFDSTUK IV. — *Slofbepalingen*

Jaarlijkse evaluatie

Art. 12. Ondertekenende partijen zullen jaarlijks en voor de eerste keer één jaar na de inwerkingtreding van huidige collectieve arbeidsovereenkomst, de toepassing ervan in het paritair subcomité evalueren.

Duurtijd

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 5 oktober 1998 en is gesloten voor onbepaalde duur. Ze kan door één van de partijen worden opgezegd met een opzeg van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd ter Griffie van de dienst der collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

De algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gevraagd.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 november 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Procédure dans les entreprises avec délégation syndicale

Art. 10. Si l'entreprise a une délégation syndicale, un régime de travail avec prestations de nuit peut uniquement être instauré moyennant la conclusion d'une convention collective de travail entre l'employeur et toutes les organisations syndicales, représentées au niveau de la délégation syndicale dans le sens de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Procédure dans les entreprises sans délégation syndicale

Art. 11. a. La Sous-commission paritaire pour le commerce du métal vérifie si les conditions de la présente convention sont bien rencontrées.

b. Dans les entreprises qui n'ont pas de délégation syndicale, les résultats des discussions avec les ouvriers doivent, comme prévu à l'article 9, être soumis à l'approbation de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal (SCP 149.04). Lors d'un avis unanime de la sous-commission paritaire concernée, le régime sera automatiquement inscrit dans le règlement de travail.

c. Le président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal en informe l'entreprise.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Evaluation annuelle

Art. 12. Les parties signataires évalueront chaque année, et pour la première fois un an après l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, l'application de cette convention au niveau de la sous-commission paritaire.

Durée

Art. 13. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 5 octobre 1998 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties signataires moyennant un préavis de six mois, signifié par lettre recommandée, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal.

La présente convention collective de travail fut déposée au Greffe de l'Administration des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Pour la présente convention collective de travail, ratification par arrêté royal est demandée.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 novembre 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 259

[C — 2002/27046]

13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles, plus particulièrement son article 2, § 2;

Vu la décision 2001/68/CE de la Commission du 16 janvier 2001 arrêtant deux méthodes de mesure de référence pour les PCB conformément à l'article 10, point a, de la directive 96/59/CE du Conseil précitée;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, partiellement annulé par l'arrêt n° 81/97 du 17 décembre 1997 de la Cour d'arbitrage;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2000;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1986 réglementant les substances et préparations contenant des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et des polychloroterphényles;

Considérant que l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 permet aux détenteurs de transformateurs sous certaines conditions d'obtenir des dérogations à l'obligation d'éliminer les appareils contenant des PCB/PCT avant le 31 décembre 2005;

Considérant que les conditions visées ci-dessus sont relatives aux appareils contenant des PCB/PCT et non aux seuls transformateurs;

Considérant que les appareils contenant des PCB/PCT comprennent tous les appareils dont les fluides contiennent plus de 0,005 % en PCB/PCT;

Considérant dès lors qu'il est préférable que les détenteurs de transformateurs, ainsi que les détenteurs de condensateurs répondant aux mêmes critères puissent étaler l'élimination de ceux-ci, jusqu'en 2010;

Considérant par ailleurs que la directive 96/59/CE précitée précise que les appareils contenant entre 0,05 % et 0,005 % de polychlorobiphényles et des polychloroterphényles en poids peuvent être éliminés au terme de leur utilisation;

Considérant qu'il n'est donc pas utile que le détenteur de ce type d'appareil contenant entre 0,05 % et 0,005 % soit tenu de demander une dérogation pour pouvoir les éliminer au terme de leur utilisation;

Vu l'urgence de rectifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 précité spécialement motivée par la nécessité de permettre le plus rapidement possible l'application de l'arrêté aux détenteurs de condensateurs en ce qui concerne les dérogations à l'obligation d'éliminer les appareils contenant des PCB/PCT avant le 31 décembre 2005 étant donné que sans cette modification, des détenteurs de condensateurs risquent d'être placés dans une situation préjudiciable par l'obligation qu'ils auront d'éliminer ces condensateurs sur une période trop courte alors que les détenteurs de transformateurs peuvent bénéficier de dérogations, urgence également motivée par le fait que des demandes de dérogation introduites devraient être refusées dans les prochaines semaines en raison d'une erreur de rédaction dans l'arrêté;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 6 septembre 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 6, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles, les mots « décontaminé ou » sont supprimés.

Art. 2. A l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 précité, les termes « ou condensateurs » sont insérés entre les termes « transformateurs » et « contenant ».

Art. 3. L'article 7, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 précité est remplacé comme suit :

« 6^o l'échéance de la dérogation ne peut excéder le 31 décembre 2010 .»

Art. 4. Il est ajouté à l'article 8, § 1^{er} :

« En ce qui concerne les condensateurs, le requérant peut introduire la demande de dérogation dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. »

Art. 5. Il est ajouté à l'article 9, § 2 :

« Les appareils pour lesquels il est raisonnable de supposer que les teneurs du fluide en PCB/PCT sont comprises entre 0,005 % et 0,05 % en poids peuvent être éliminés au terme de leur utilisation. »

Art. 6. § 1^{er}. Les normes européennes EN 12766-1 et pr EN 12766-2 et leurs versions mises à jour ultérieurement sont applicables en tant que méthode de référence pour la détermination de la teneur en PCB des produits pétroliers et des huiles usagées.

§ 2. La norme européenne IEC 61619 et ses versions mises à jour ultérieurement sont applicables en tant que méthode de référence pour la détermination de la teneur en PCB des liquides d'isolation.

Namur, le 13 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 259

[C — 2002/27046]

**13. DEZEMBER 2001 – Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999
über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 96/59/EG des Rates vom 16. September 1996 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle, insbesondere seines Artikels 2, § 2;

Aufgrund der Entscheidung 2001/68/EG der Kommission vom 16. Januar 2001 zur Festlegung von zwei Referenzmethoden zur Bestimmung des PCB-Gehalts gemäß Artikel 10, Buchstabe a, der oben erwähnten Richtlinie 96/59/EG des Rates;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusster Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, durch das Dekret vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, teilweise annulliert durch das Urteil des Schiedshofs Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Juli 1986 zur Regelung der Substanzen und Präparate, die polychlorierte Biphenyle und polychlorierte Terphenyle enthalten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und polychlorierte Terphenyle;

In der Erwägung, dass Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 den Besitzern von Transformatoren unter bestimmten Bedingungen die Möglichkeit bietet, von der Pflicht zur Beseitigung vor dem 31. Dezember 2005 der PCB/PCT-haltigen Geräte abzuweichen;

In der Erwägung, dass sich die oben erwähnten Bedingungen auf die PCB/PCT-haltigen Geräte und nicht nur auf die Transformatoren beziehen;

In der Erwägung, dass zu den PCB/PCT-haltigen Geräten alle Geräte gehören, deren Fluide mehr als 0,005 % PCB/PCT enthalten;

In der Erwägung, dass es demnach ratsam ist, dass die Besitzer von Transformatoren, sowie die Besitzer von Kondensatoren, die denselben Kriterien entsprechen, die Beseitigung dieser Geräte bis zum Jahr 2010 verteilen können;

In der Erwägung, dass außerdem laut der oben erwähnten Richtlinie 96/59/EG die Geräte, die zwischen 0,05 und 0,005 Gewichtsprozent polychlorierte Biphenyle und polychlorierte Terphenyle enthalten, am Ende ihrer Benutzung beseitigt werden können;

In der Erwägung, dass es demnach nicht zweckmäßig ist, dass der Besitzer eines solchen Geräts, das zwischen 0,05 % und 0,005 % enthält, eine Abweichung beantragen muss, um dieses am Ende seiner Benutzung beseitigen zu können;

Aufgrund der Dringlichkeit hinsichtlich der Berichtigung des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999, die insbesondere durch die Notwendigkeit begründet ist, schnellstmöglich die Anwendung des Erlasses auf die Besitzer von Kondensatoren zu ermöglichen, was die Abweichungen von der Pflicht zur Beseitigung vor dem 31. Dezember 2005 der PCB/PCT-haltigen Geräte betrifft, da ohne diese Abänderung Besitzer von Kondensatoren durch die Pflicht zur Beseitigung dieser Kondensatoren auf einen zu kurzen Zeitraum benachteiligt sein können, während die Besitzer von Transformatoren die Abweichungen in Anspruch nehmen können; diese Dringlichkeit ist ebenfalls durch die Tatsache begründet, dass in den kommenden Wochen Anträge auf Abweichungen aufgrund eines Redaktionsfehlers in dem Erlass abgelehnt werden müssten;

Aufgrund des am 6. September 2001 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des Artikels 3, § 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 6, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle werden die Wörter "dekontaminiert oder" gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 7, Absatz 1, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 werden die Wörter "Kondensatoren oder" zwischen die Wörter "PCB/PCT-haltigen" und "Transformatoren" eingefügt.

Art. 3 - Artikel 7, 6°, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 wird folgendermaßen ersetzt:

"6° Das Verfalldatum der Abweichung darf den 31. Dezember 2010 nicht überschreiten."

Art. 4 - In Artikel 8, § 1, wird Folgendes hinzugefügt:

"Was die Kondensatoren betrifft, kann der Antragsteller den Antrag auf Abweichung innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* einreichen."

Art. 5 - In Artikel 9, § 2, wird Folgendes hinzugefügt:

“Die Geräte, bei denen die begründete Annahme besteht, dass die PCB/PCT-Gehalte des Fluids zwischen 0,005 und 0,05 Gewichtsprozent liegen, können am Ende ihrer Benutzung beseitigt werden.”

Art. 6 - § 1. Die europäischen Normen EN 12766-1 und pr EN 12766-2 und ihre nachträglich aktualisierten Fassungen finden als Referenzmethoden für die Bestimmung des PCB-Gehalts der Erdölprodukte und der Altöle Anwendung.

§ 2. Die europäische Norm IEC 61619 und ihre nachträglich aktualisierten Fassungen finden als Referenzmethode für die Bestimmung des PCB-Gehalts der Isolierungsflüssigkeiten Anwendung.

Namur, den 13. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 259

[C — 2002/27046]

13 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen

De Waalse Regering,

Gelet op richtlijn 96/59/EG van de Raad van 16 september 1996 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen, inzonderheid op artikel 2, § 2;

Gelet op beschikking 2001/68/EG van de Commissie van 16 januari 2001 tot vaststelling van twee referentiemethoden ter bepaling van het PCB-gehalte in overeenstemming met artikel 10, a, van bovenbedoelde richtlijn 96/59/EG van de Raad;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, het decreet van 11 maart 1999, gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof nr. 81/97 van 17 december 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1986 tot reglementering van de stoffen en preparaten die polychloorbifenylen en polychloorterfenylen bevatten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Overwegende dat de houders van transformatoren krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 onder bepaalde voorwaarden in aanmerking kunnen komen voor afwijkingen van de verplichting om PCB/PCT's bevattende apparaten vóór 31 december 2005 te verwijderen;

Overwegende dat bovenbedoelde voorwaarden betrekking hebben op PCB/PCT's bevattende apparaten en niet alleen op transformatoren;

Overwegende dat de PCB/PCT's bevattende apparaten alle apparaten omvatten waarvan de vloeistoffen meer dan 0,005 gewichtsprocenten PCB/PCT's bevatten;

Overwegende dat het dan ook beter is dat de houders van transformatoren en condensatoren die aan dezelfde criteria voldoen, de verwijdering ervan tot 2010 mogen uitstellen;

Overwegende dat bovenbedoelde richtlijn 96/59/EG bepaalt dat de apparaten die tussen 0,05 en 0,005 gewichtsprocenten PCB's en PCT's bevatten, na gebruik mogen worden verwijderd;

Overwegende dat de houder van dergelijke apparaten die tussen 0,05 en 0,005 gewichtsprocenten PCB's en PCT's bevatten, bijgevolg geen afwijking moet aanvragen om ze na gebruik te kunnen verwijderen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 te wijzigen, speciaal gemotiveerd door het feit dat het zo snel mogelijk moet kunnen worden toegepast op de houders van condensatoren wat betreft de afwijkingen van de verplichting de PCB/PCT's bevattende apparaten vóór 31 december 2005 te verwijderen aangezien houders van condensatoren zonder deze wijziging benadeeld zouden worden omdat ze verplicht zouden zijn hun condensatoren binnen een te korte termijn te verwijderen terwijl de houders van transformatoren afwijkingen genieten; speciaal gemotiveerd door het feit dat de ingediende aanvragen om afwijking binnen de volgende weken zouden moeten geweigerd worden wegens een redactiefout in het besluit;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 6 september 2001;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad;

Gelet op artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 6, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen worden de woorden « gereinigd of » geschrapt.

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 worden de woorden « condensatoren of » ingevoegd tussen de woorden « bevattende » en « transformatoren ».

Art. 3. Artikel 7, 6°, van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 wordt gewijzigd als volgt :

« 6° de afwijking geldt tot uiterlijk 31 december 2010 ».

Art. 4. Artikel 8, § 1, wordt aangevuld als volgt :

« Voor condensatoren kan de verzoeker de aanvraag om afwijking indienen binnen een termijn van drie maanden, met ingang van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Artikel 9, § 2, wordt aangevuld als volgt :

« Apparaten waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de vloeistoffen die ze bevatten tussen 0,05 en 0,005 gewichtsprocent PCB's/PCT's bedragen, kunnen na gebruik verwijderd worden. »

Art. 6. § 1. De Europese normen EN 12766-1 en pr EN 12766-2 en latere versies van deze normen worden gehanteerd als de referentiemethode voor de bepaling van het PCB-gehalte in aardolieproducten en afgewerkte olie.

§ 2. De Europese norm IEC 61619 en latere versies van deze norm zullen worden gehanteerd als de referentiemethode ter bepaling van het PCB-gehalte in isolerende vloeistoffen.

Namen, 13 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET



F. 2002 — 260

[C - 2002/27045]

18 DECEMBRE 2001. — Arrêté ministériel portant approbation des modifications apportées au règlement des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Ministre du Logement,

Vu le Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1999 portant approbation du règlement des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 28 novembre 2001;

Vu la décision prise le 17 décembre 2001 par le conseil d'administration du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie sous réserve de l'approbation ministérielle,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont approuvées les modifications ci-annexées, au règlement des prêts établi en vertu de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Namur, le 18 décembre 2001.

M. DAERDEN

—

Annexe

Modifications au règlement des prêts à consentir dans la Région wallonne, par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, au moyen des capitaux du Fonds B2, annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1999 portant approbation de ce règlement.

Article 1^{er}. A l'article 8, § 1^{er}, les montants de 1.475.000 F, 1.725.000 F et 75.000 F sont remplacés respectivement par 36.580 EUR, 42.780 EUR et 1.860 EUR.